

IV

JACQUES CHAMPAUD

Villes prédatrices ou villes animatrices ?
Conclusions sur les villes de l'ouest camerounais *

Are cities leeches or leaders ?
Conclusions concerning the cities of the West of Cameroun

Mots-clés : Croissance urbaine. Dépopulation rurale. Revenu paysan. Coopératives. Services. Réseau routier. Système urbain. Bourgeoisie nationale. Acculturation. Régionalisation. Cameroun de l'ouest

Key words : Urban growth. Rural depopulation. Income of peasantry. Cooperatives. Services. Road network. Urban system. Local middle-class. Acculturation. Regional development. West Cameroun

Extrait de Jacques Champaud, *Villes et campagnes du Cameroun de l'ouest*, Editions de l'ORSTOM, collection *Mémoires*, n° 98, Paris, 1983, pp. 453-457

* Titre de la Rédaction

Au terme de cet examen des relations qu'entretiennent les villes et les campagnes, quelle réponse peut-on apporter à la question initiale : villes prédatrices ou villes animatrices ? Les domaines d'échanges sont trop divers et les centres sont de tailles trop différentes pour que la réponse soit unique. En outre, d'autres facteurs interviennent qui perturbent le simple rapport des milieux urbain et rural.

Un élément essentiel de cette réponse est donné sur le plan démographique par la taille des villes et leur pouvoir d'attraction. La densité rurale sur les plateaux est forte depuis longtemps sans doute et ces campagnes d'altitude n'auraient pu indéfiniment capitaliser sur place leurs excédents démographiques. Parmi les solutions offertes, l'extension périphérique a été pratiquée la première, avant l'arrivée des Européens ; elle a été suivie par les départs, pas toujours volontaires, vers les secteurs où l'on demandait de la main-d'œuvre (chantiers, plantations), avant de se diriger prioritairement, c'est le cas maintenant, vers les villes. Celles-ci sont les principales responsables des départs actuels mais ne sont pas, historiquement, à l'origine de l'exode rural. Ce ne sont d'ailleurs pas les secteurs les plus denses, que l'on pourrait estimer les plus « surpeuplés », qui ont fourni les plus forts contingents à l'émigration. En pays bamiléké, par exemple, les chefferies les plus touchées ont été celles du rebord méridional du plateau, aux terres de qualité très moyenne il est vrai, et qui ont été atteintes les premières par la colonisation. Et c'est là que l'émigration rurale pose maintenant problème. Elle a atteint des proportions telles par rapport à la population résidente, que l'on est entré dans une phase de régression démographique. En données brutes, le département du Ndé dans son entier diminue de population (de plus de 2 % d'une année sur l'autre), mais c'est aussi le cas de l'arrondissement voisin de Bangou ; et ceux de Bafang et de Bana ont des taux de croissance si faibles (0,9 et 0,7, ce qui laisse à penser que la campagne de Bafang est, elle, en régression), qu'ils sont sur la même voie que le Ndé. Si l'on raisonne par rapport aux forces vives de la population, le déséquilibre est encore plus net et la régression démographique se traduira bientôt (se traduit déjà en certains secteurs) par une régression économique. Ailleurs, sur les plateaux, la situation paraît meilleure et la plupart des arrondissements conservent des densités rurales fortes tout en alimentant encore l'émigration. Plus au sud, le Nkam, depuis plusieurs décennies déjà, se vide de ses forces vives au profit de Douala, et le départe-

ment de la Manyu, forestier lui aussi et sans grandes plantations, semble emprunter la même voie.

Le bilan migratoire est donc ambivalent : dans une majorité des cas, les départs compensent partiellement le croît démographique sans mettre en péril le fonctionnement harmonieux des systèmes agraires ; mais quelques zones déprimées paraissent vouées à une paupérisation accentuée et ces campagnes n'ont plus en elles-mêmes les forces suffisantes pour remonter la pente. D'où peut venir dès lors le remède, sinon des villes ? Mais c'est un changement de mentalité que les citadins doivent alors opérer pour être un peu mieux les acteurs du développement de leur région d'origine comme l'est d'ailleurs dans l'ensemble la bourgeoisie des plateaux de l'Ouest et du Nord-Ouest. À défaut, l'État peut prendre le relais et promouvoir des opérations de colonisation (Plaine de Ndop, Galim, Plaine des Mbo, nord du Nkam) mais à un coût tel pour la collectivité que ces entreprises ne peuvent être multipliées.

À l'inverse, faut-il limiter la croissance urbaine ? Les villes étudiées dans cet ouvrage sont dans l'ensemble des villes moyennes ou petites. Douala seule pose vraiment des problèmes, dont on se demande si le retard mis par les pouvoirs publics à les prendre en considération ne les a pas rendus quasiment insurmontables. Pour le reste demeurent les difficultés, sérieuses certes, notamment sur le plan de l'organisation de l'espace urbain et de la vie quotidienne. Mais aucune ne paraît hors de portée de la collectivité. Il faudrait surtout pour les résoudre, outre des moyens financiers importants, la volonté politique de les prendre en charge et un minimum de planification du devenir urbain : réserves foncières au profit de la collectivité (État ou communes) organisation de lotissements, aide à la prise de responsabilité par les habitants eux-mêmes de leurs conditions de vie.

Limiter la croissance urbaine, c'est-à-dire fermer l'accès des villes à ceux qui veulent s'y installer paraît au demeurant bien illusoire. Comme il est illusoire de penser qu'il suffit d'implanter des collèges ou des hôpitaux dans les chefs-lieux d'arrondissements pour que les ruraux n'éprouvent plus le besoin d'aller jusqu'à la ville. Il est certes indispensable d'offrir aux paysans des services du même ordre que ceux dont disposent les citadins. Mais l'attrait du voyage est essentiellement économique, et la seule façon de le diminuer est d'assurer aux paysans des revenus qui ne soient pas trop inférieurs à ceux des citadins. Toutes les études montrent que le petit emploi en ville donne plus de ressources monétaires, et plus régulières, que la plantation familiale de café ou de cacao. Or l'État lui-même effectue des prélèvements importants sur les produits d'exportation par le biais de taxes ou des Caisses de Stabilisation, ajoutant ainsi sa ponction au caractère aléatoire des cours mondiaux. Certes, il n'est pas d'exemple de développement industriel moderne qui ne soit basé sur un prélèvement sur les revenus agricoles. Mais ne va-t-on pas là un peu loin ? Que l'on ne s'étonne pas en tout cas de voir le monde paysan dans son ensemble se détourner peu à peu des cultures de rente au profit des produits destinés au ravitaillement des villes. Il tire plus de bénéfice (sinon à l'hectare du moins à l'heure de travail, et c'est ce qui importe à ses yeux) de ces dernières et il en contrôle un peu mieux le marché. Il a le sentiment d'avoir dans ce cas une

possibilité de discussion des prix qu'il ne possède pas dans l'autre volet de son économie. Même lorsqu'il s'agit de coopératives, le processus de commercialisation s'accompagne toujours d'une véritable dépossession des paysans « de base » au profit des citadins, des commerçants ou des notables, bref d'une emprise entière de la ville, agissant là pleinement comme relais de l'extérieur sur la campagne. Peut-être une phase nouvelle s'ouvre-t-elle au retour positif vers les campagnes avec la responsabilité donnée aux coopératives du développement de produits qui ne sont pas destinés à l'exportation. Il conviendrait aussi qu'elles participent davantage au financement des achats d'engrais (elles l'ont fait dans le passé), aux traitements phyto-sanitaires et à la vulgarisation pour qu'elles jouent véritablement le rôle d'animateur des campagnes que l'on est en droit d'attendre d'elles.

Quant au rôle des villes comme centres de services, il paraît fonctionner de façon correcte dans le secteur que nous venons d'étudier, du moins lorsque sont réunis un certain nombre de conditions qui sont : des densités élevées, des centres relativement proches, et une bonne desserte routière. Ces conditions sont bien réalisées dans le pays bamiléké. Elles le sont un peu moins dans le Nord-Ouest, mais intervient alors un autre phénomène, plus nettement que dans l'Ouest : la multiplicité et la dispersion de services dûs aux missions qui en dehors même des agglomérations assurent en des centres monovalents les services indispensables.

Tout ceci manifeste une symbiose étroite entre villes et campagnes, accentuée par la permanence des activités agricoles des citadins, l'absence de grandes entreprises industrielles et la multiplicité des centres de petites dimensions : on passe sans solution de continuité du petit centre au bourg et de celui-ci au gros village. Nous ne pensons pas pour autant qu'il faille refuser le qualificatif d'urbain soit à des agglomérations qui contiennent une forte proportion de personnes travaillant dans l'agriculture, comme c'est le cas à Loum (65 %) ou bien à des localités modestes, type Bandjoun, où la dispersion des équipements n'a pas donné naissance à une véritable agglomération. Ce ne sont peut-être pas des villes au sens complet ou occidental du terme, mais elles n'en participent pas moins à l'urbanisation, soit par le niveau d'équipement dont elles disposent, soit parce que ses habitants sont bel et bien des « consommateurs » urbains, même s'ils demeurent des producteurs agricoles.

Une telle situation, marquée par l'imbrication étroite de l'urbain et du rural est typique également de civilisations voisines comme celle des Yoruba du Nigeria.

Mais au-delà même de ces relations villes-campagnes dans l'ouest, il nous paraît utile, pour terminer, de nous interroger sur l'urbanisation du Cameroun dans son ensemble.

L'originalité du système urbain camerounais nous paraît résider dans trois caractéristiques essentielles qui sont la dyarchie, la régionalisation et le rôle de la bourgeoisie.

Le Cameroun ne connaît pas la macrocéphalie qui est de règle dans la plupart des pays africains. Les Camerounais en ont parfois des complexes face à l'image d'Abidjan, de Dakar, ou de quelques autres ports-métropoles.

À court terme il est sûr qu'il est plus difficile de hisser à un niveau moderne deux grandes villes qu'une seule. Et les quelques 900 000 habitants que regroupent Yaoundé et Douala ne sont pas plus faciles à administrer, à loger, à nourrir que la population équivalente dans la cité « primatale » d'autres pays africains. Il y a eu certes un certain partage des responsabilités et des investissements entre les deux villes. À l'une l'intendance : le port et les voies de communication, les industries, le moteur de la vie économique. À l'autre le prestige, la Présidence, les Ministères, l'Université. Dans le premier cas, l'urbanisme s'essouffle loin derrière l'urbanisation, dans le second, c'est l'intendance qui ne suit pas et le gouvernement a bien du mal à essayer de promouvoir d'autres emplois que ceux des bureaucrates.

Cette dyarchie géographique du pays et les avatars de son histoire ont produit des ensembles de villes quelque peu différents et relativement autonomes. Mais ils ont l'inconvénient d'être mal reliés entre eux. Tout se passe comme si l'on se résignait à la dyarchie au lieu de renforcer la complémentarité entre les deux métropoles. Ainsi Douala est véritablement à la tête du système urbain occidental, relayé par des centres régionaux actifs qui lui sont bien reliés maintenant par des routes bitumées. Ainsi Yaoundé est-elle aussi à la tête d'un autre système dont les éléments lui sont correctement reliés dans le Centre Sud et l'Est, et de façon plus lâche dans le Nord par le Transcamerounais. Faut-il s'y résigner ? La concurrence de la route et du rail n'est pas ici mythique et commande en partie l'avenir de ces relations urbaines. Il est à penser que tôt ou tard, le Nord sera relié correctement par la route à l'ouest et donc à Douala. Qu'advient-il alors de Yaoundé si l'on persiste à maintenir la capitale dans une sorte d'isolat, en refusant des liaisons routières permanentes, c'est-à-dire, ici, bitumées avec Douala et avec Bafoussam ?

Si une bonne route reliait Yaoundé à Bafoussam, le ravitaillement urbain de la capitale en serait amélioré (et c'est une des préoccupations de bien des habitants de Yaoundé) et les régions du Mbam traversées par cette route s'en trouveraient vitalisées. Certains pensent qu'il y a là un « risque » de colonisation bamiléké. Est-il si grand que cela si l'on prend toutes les précautions indispensables pour que les paysans installés dans la région ne soient pas phagocytés et bénéficient du progrès engendré par la proximité de la route ? Peut-on au nom de ce « risque » refuser que ne se constitue enfin un réseau urbain plus fonctionnel à l'échelle du pays tout entier ?

Autre originalité, cette prise en charge des villes par une bourgeoisie nationale. Essentiellement bamiléké nous l'avons dit, mais maints exemples de réussites analogues d'hommes bamoun, bamenda, duala, ou du Mungo, montrent que c'est une affaire de technique et absolument pas d'une quelconque « supériorité » ethnique. Réussite intéressante qui a engendré des villes véritablement nationales. Mais elles sont maintenant l'objet d'attentions du monde extérieur : des banques s'y installent que la bourgeoisie locale ne contrôle pas, des succursales de sociétés étrangères aussi, spécialisées dans des types de commerces particuliers. Processus normal et peu inquiétant en soi si cette bourgeoisie a l'appui du pouvoir d'État pour continuer à investir et à développer les villes. Or cet appui n'est pas toujours acquis. Et l'action de cette bourgeoisie est elle-même ambiguë.

L'État n'a pas tort de rappeler périodiquement que les lois sociales (pour-tant bien peu contraignantes au Cameroun) doivent s'appliquer aussi aux entreprises camerounaises. On est certes encore dans une phase transitoire de développement, notamment urbain, et beaucoup rêvent sans doute d'une croissance à la japonaise où le développement des entreprises est fondé pour une bonne part sur la fidélité, le consensus social et l'absence de revendication. Il y a, à l'évidence, le risque d'une dépossession des travailleurs comme existe par ailleurs une dépossession des paysans vis à vis du produit de leur travail.

Le risque est d'autant plus grand que fonctionne déjà au profit de cette bourgeoisie un système efficace de reproduction sociale. La fonction publique, qui était jusqu'à une date récente un moyen de promotion pour les enfants de paysans se ferme de plus en plus et toute une série de phénomènes tendent à réserver l'accès aux « situations » à ceux qui appartiennent déjà familialement à la bourgeoisie, aussi bien politico-administrative que commerçante. L'école et la culture étant les principaux moyens de cette fermeture. Inutile de revenir sur l'inadaptation des systèmes scolaires africains, importés, aux besoins réels du pays. Il paraît peu réaliste dans un pays comme le Cameroun d'instaurer une reconversion totale basée sur un enseignement en langue locale (au demeurant laquelle choisir parmi les cinq ou six grandes langues véhiculaires ?), mais on ne peut se contenter d'une culture franco-anglaise comme exemple de l'originalité camerounaise. Certes une volonté passionnée a été mise au service de la construction nationale mais au détriment des cultures nationales. Lesquelles, qu'on le veuille ou non, reposent sur des groupes culturels, qui ne sont pas identiques et qui s'expriment par des associations traditionnelles, des groupes dits folkloriques, des regroupements de cotisation, des langues. Le « tribalisme » est un danger invoqué en permanence. Certes la voie est étroite entre l'unité nationale et ce « tribalisme ». Mais la politique actuelle, au travers de l'action menée par la bourgeoisie nationale vise à une acculturation accentuée du monde paysan et du petit peuple citadin si on leur enlève la possibilité de se regrouper par affinités ethniques. Les villes ne sont pas, contrairement à ce que l'on pourrait penser, le lieu privilégié de cette acculturation, puisque c'est là que se développent des groupes comme le mouvement Nufi en pays bamiléké, qui se donnent pour tâche de maintenir et de développer les cultures locales.

Blocage aussi par le fonctionnement du système scolaire qui sélectionne les élèves en fonction de leur aptitude à maîtriser la langue française et réserve de fait l'accès aux écoles les meilleures (de la maternelle à l'université) aux enfants de la bourgeoisie qui seule a par ailleurs la possibilité d'envoyer ses enfants en Europe.

Tout ceci ne conduit-il pas à s'interroger sur le rôle même de l'État et du Parti ? Au-delà de la phase de construction nationale qui a été une période difficile de l'histoire du Cameroun mais paraît maintenant acquise, n'est-il pas temps de promouvoir une régionalisation accentuée, de donner des pouvoirs aux « élites » locales et d'instaurer une libéralisation politique ? Ce n'est qu'à ce prix que les villes pourront être prises en charge plus complètement par ceux qui les habitent et jouer pleinement leur rôle de pôle d'animation des campagnes.